



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 1786

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Marc-Philippe Daubresse, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Marc-Philippe Daubresse. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Monsieur le Premier ministre, il y a deux ans, François Hollande était élu Président de la République. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe RRDP.*) Cela commença bien, mes chers collègues, par un tube qui fit le tour des chaumières : « Moi président, on allait voir ce qu'on allait voir ! » (« *Et on a vu !* » sur plusieurs bancs du groupe UMP. – *Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) À la saison suivante, ce ne fut plus la même chanson : matraquage fiscal des familles et des classes moyennes, fuite des entrepreneurs et des investisseurs, laxisme total en matière de lutte contre l'insécurité et l'immigration clandestine, augmentation de la dépense publique, division des Français sur les sujets de société – j'en passe et des meilleures. Le président cigale, ayant chanté tout l'été (*Exclamations sur divers bancs du groupe SRC*), se trouva fort dépourvu quand l'automne fut venu (« *Très bien !* » sur divers bancs du groupe UMP.)

M. Jean Glavany. Vous êtes ridicule !

M. le président. Allons, mes chers collègues !

M. Marc-Philippe Daubresse. Il alla voir la fourmi Merkel, sa voisine, pour renégocier le traité européen, ce qui aboutit à signer exactement celui négocié par Nicolas Sarkozy, sans aucun changement ! La saison suivante, le président cigale tenta de lancer de nouvelles plaintes : la séquence de la boîte à outils, le pari raté de l'inversion de la courbe du chômage, les chocs de simplification, les pactes en tous genres – de responsabilité, de solidarité... – pour aboutir au résultat que l'on sait et à la claque des municipales. Il ne restait plus au président qu'à faire « vallser » M. Ayrault (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), dont nous saluons le retour parmi nous (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*), et vous voilà, monsieur le Premier ministre ! Vous connaissez le résultat calamiteux pour notre économie. Ma question est donc la suivante : quand le président cigale se transformera-t-il en président fourmi ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député, s'il y a une leçon que je tire de ces dernières années...

M. Christian Jacob. Quarante députés de moins en trois semaines !

M. Manuel Valls, Premier ministreet de mon expérience parlementaire, c'est que nous devons davantage nous respecter et respecter le chef de l'État, quel qu'il soit, dans les propos que nous utilisons. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. Allons, mes chers collègues, je suis sûr que nous pouvons respecter au moins cet engagement !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Si François Hollande a été élu en mai 2012, c'est parce que les Français souhaitaient un changement : rejetant la politique de Nicolas Sarkozy, ils voulaient un changement, une orientation, une priorité pour l'emploi, dans la lutte contre le chômage et pour la jeunesse. Le cap est le même et je veux à mon tour, peut-être de manière un peu plus appuyée et prononcée, saluer le retour de Jean-Marc Ayrault parmi nous et parmi vous. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs des groupes écologiste et RRD.)* Je veux lui dire, tout comme à la majorité, que nous allons poursuivre dans la voie des réformes. Le chef de l'État a souhaité tirer les leçons du message des Français à l'occasion des élections municipales. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur la cohérence de notre politique en faveur de l'emploi, de la compétitivité des entreprises, de la réduction des déficits et de la dette qui entravent nos marges, en faveur du pouvoir d'achat, notamment par le soutien aux bas salaires et la baisse des prélèvements obligatoires, en engageant les réformes que personne n'a eu le courage de mener et que ce pays attend depuis des années, en particulier celles qui concernent l'État et les collectivités territoriales.

M. François Sauvadet. Vous parlez d'un exemple !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, le cap est fixé et chacun connaît la feuille de route pour les trois prochaines années du quinquennat. Vous pouvez en tout cas être sûr de ma détermination, de celle du Gouvernement et de la majorité à répondre à l'aspiration des Français ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Marc-Philippe Daubresse](#)

Circonscription : Nord (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1786

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [7 mai 2014](#)